



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
12 décembre 2006
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante et unième session
Points 17 et 27 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires
occupés de l'Azerbaïdjan
Conflits prolongés dans la région
du groupe GUAM et leurs incidences
sur la paix, la sécurité et le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante et unième année**

**Lettre datée du 11 décembre 2006, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'allocution prononcée par M. Elmar Mammadyarov, Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, et de la déclaration sur le Haut-Karabagh faite par le Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) lors de la quatorzième réunion du Conseil des ministres de l'OSCE, tenue à Bruxelles, le 5 décembre 2006 (voir annexes I et II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer d'urgence le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la soixante et unième session de l'Assemblée générale au titre des points 17 et 27, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Agshin Mehdiyev



**Annexe I à la lettre datée du 11 septembre 2006, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Allocution prononcée par M. Elmar Mammadyarov, Ministre
des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan
lors de la quatorzième réunion du Conseil des ministres
de l'Organisation pour la sécurité et la coopération
en Europe, tenue à Bruxelles, le 5 décembre 2006**

Je voudrais tout d'abord me joindre aux orateurs qui ont adressé leurs félicitations au Ministre, M. Karel De Gucht, pour les travaux accomplis par la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) assurée par la Belgique cette année. J'ai également le plaisir de souhaiter la bienvenue à mon homologue espagnol, S. E. M. Miguel Ángel Moratinos, à l'occasion de son entrée en fonctions comme Président en exercice de l'OSCE. Je lui adresse tous mes vœux de succès dans l'exercice de cette importante responsabilité.

À notre avis, l'objectif principal des réformes au sein de notre Organisation vise à rendre celle-ci à même de régler plus efficacement les problèmes les plus pressants des États participants. La non-application de ses propres décisions compromet gravement la crédibilité de l'OSCE auprès de ses membres et affaiblit sa position sur la scène internationale.

Malheureusement, cette année a été elle aussi marquée par plusieurs incidents déplorables (actes de discrimination, de racisme, de xénophobie, et d'incitation à la haine et autres manifestations d'intolérance) qui visaient particulièrement les Musulmans, dans certains États participants. Ces phénomènes négatifs observés dans la zone de l'OSCE constituent une violation des droits de l'homme et attisent les tensions à l'échelon mondial. En sa qualité de Président du Conseil des ministres de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Azerbaïdjan engage les États participants de l'OSCE à prendre des mesures concrètes pour combattre ces phénomènes grâce à la promotion de la tolérance et à une action visant à vaincre l'ignorance qui entoure l'Islam.

À cet égard, nous sommes favorables aux activités des établissements d'enseignement qui apprennent et enseignent l'Islam, ses principes et sa philosophie, car nous y voyons un moyen de combattre efficacement l'islamophobie, en particulier en Europe, et de promouvoir la compréhension mutuelle et le respect entre les diverses religions.

À titre de contribution à cet important processus, nous avons l'intention d'accueillir sous l'égide de l'Organisation de la Conférence islamique, en 2007 à Bakou, une conférence internationale sur le rôle des médias dans la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle. Nous invitons les structures compétentes de l'OSCE ainsi que ses États participants à prendre une part active à cette conférence.

Les textes issus des réunions consacrées aux aspects économiques et environnementaux, qui ont eu lieu à Douchanbé, Vienne, Bakou et Prague, témoignaient du vif intérêt que les États participants portaient aux questions liées

aux transports. L'Azerbaïdjan contribue à la mise en place de réseaux de transport dans toute la zone de l'OSCE, prend une part active aux activités de l'Organisation, du Groupe Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova (GUAM) et d'autres organismes et exécute actuellement de grands projets conjointement avec ses voisins et partenaires, la Géorgie et la Turquie. Par ailleurs, les thèmes devant faire l'objet du prochain Forum économique et écologique, à savoir la dégradation et la contamination des sols et la gestion des ressources en eau intéressent directement l'Azerbaïdjan, qui se heurte à une multitude de problèmes dans ce domaine, en particulier dans la zone de conflit.

Nous estimons que la mission d'évaluation de l'environnement dans les territoires dévastés par des incendies en Azerbaïdjan, que l'Assemblée générale des Nations Unies a appuyée dans une résolution et que l'OSCE a dirigée, constitue un bon exemple d'intervention concrète, rapide et efficace pour faire face à un problème urgent et complexe dans un État participant. Nous prions le Président en exercice de présenter le rapport de la mission à l'Assemblée générale et à ses États Membres et de demander aux organismes et programmes des Nations Unies de lancer un processus conjoint de préparation d'une opération écologique à long terme dans les zones sinistrées, comme il est prévu dans la résolution susmentionnée de l'Assemblée.

À mon grand regret, je ne peux toujours pas manifester le même enthousiasme pour l'ensemble du processus de règlement entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Malgré l'activité accrue déployée par les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE tout au long de l'année, le Président en exercice de cette organisation et les parties intéressées n'ont pas encore trouvé de solution définitive à ce problème.

La seule possibilité consiste à trouver une solution dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan. À un moment opportun au cours du processus de règlement, il sera possible que l'ensemble de la population de la région azerbaïdjanaise du Haut-Karabagh examine cette question. Nous fondant sur les principes de la démocratie, du respect de l'état de droit et des droits de l'homme, nous estimons qu'un statut devra être défini dans des conditions d'égalité, avec la participation pleine et directe de l'ensemble de la population de la région, qui comprend les communautés arménienne et azerbaïdjanaise.

En conséquence, les populations azerbaïdjanaises devraient regagner, dans la sécurité et la dignité, leur lieu d'origine dans la région du Haut-Karabagh. Ce retour sera suivi de l'ouverture de voies de communication dans les deux sens qui pourront être utilisées par les deux parties, du rétablissement des relations intercommunautaires et d'une vie normale dans la région, de la coopération entre les deux communautés dans le domaine humanitaire, de la mise en œuvre de programmes spéciaux d'éducation et de promotion de la tolérance, et de l'instauration d'une plus grande confiance entre les peuples et les nations.

Pour atteindre cet objectif, il faut assurer le retrait complet des troupes arméniennes des territoires occupés en Azerbaïdjan. Ces territoires ne peuvent être pris en otage car une telle mesure compromettrait le processus de règlement et aggraverait encore la situation. Pour assurer la sécurité de la population et un règlement définitif, il vaudrait mieux, au lieu de différer le retrait de ces troupes, permettre aux membres des deux communautés de la région d'engager une coopération constructive, garantie par un accord spécial intérimaire bénéficiant du soutien des Gouvernements azerbaïdjanais et arménien.

Malheureusement, des provocations aussi flagrantes que l'intention déclarée des séparatistes arméniens de tenir un prétendu « référendum constitutionnel » dans le Haut-Karabagh occupé fait douter de la sincérité des négociateurs arméniens. Il s'agit là d'une nouvelle tentative fâcheuse à laquelle se livre la partie arménienne pour consolider et dissimuler les résultats de ses activités illégales. L'Azerbaïdjan n'acceptera jamais de tels actes illégaux de la part de la partie arménienne, qui reposent sur la pratique bien connue du fait accompli et vont totalement à l'encontre des efforts actuellement déployés pour instaurer durablement la paix et la stabilité dans la région.

Pour conclure, je tiens à vous dire combien nous apprécions la participation active du Ministre M. De Gucht au règlement du conflit dans le sud du Caucase et nous accueillerons avec satisfaction le même niveau d'engagement de la part du nouveau Président en exercice, M. Moratinos.

Enfin, je souhaite rappeler que nous soutenons la candidature du Kazakhstan à la présidence de l'OSCE en 2009, et nous espérons qu'une décision positive sera prise à cet égard. À notre avis, une telle mesure renforcera parmi les États à l'est de Vienne le sentiment de responsabilité et de contrôle au sein de notre Organisation et témoignera de leur contribution à ses activités.

**Annexe II à la lettre datée du 11 décembre 2006, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Déclaration sur le Haut-Karabagh

Nous jugeons encourageant le fait que les négociations menées en 2006, avec le concours des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et le soutien du Président en exercice de cette organisation, ont permis de rapprocher les parties d'un accord sur les principes fondamentaux du règlement du conflit dans le Haut-Karabagh.

Nous nous félicitons que les membres du Groupe des Huit aient appuyé ces négociations lors du sommet qu'ils ont tenu à Saint-Petersbourg en juillet.

Nous invitons instamment les Présidents arménien et azerbaïdjanais à redoubler d'efforts au cours de l'année à venir pour arrêter dès que possible ces principes fondamentaux. Nous demandons aux parties, avec le concours de la communauté internationale, d'offrir leur coopération pour mener une opération écologique visant à combattre les incendies dans les territoires touchés et à remédier à leurs effets néfastes. Ces mesures peuvent constituer un pas important en vue du rétablissement de la confiance entre les parties. L'OSCE est prête à apporter une aide à cette fin.

Nous exprimons aussi notre soutien indéfectible au Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE et à sa mission dans la région, en particulier pour l'assistance efficace qu'ils apportent à la mission de l'évaluation de l'environnement et pour la poursuite de leurs activités de surveillance du cessez-le-feu. Nous regrettons que les incidents le long des lignes de front continuent d'entraîner de temps à autre des pertes en vies humaines et nous demandons aux deux parties de respecter strictement le cessez-le-feu.
